

# Le Démocrate

PRIX : 3000 FG

N° 1106 & 1107 DU MARDI 11 & 18 JANVIER 2022 \* ZONE CFA 600 \* HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS

Rencontre du chef  
de l'État et la CPP

## Dr Ousmane Kaba donne son point de vue.

P.7



Sidya s'oppose à l'organisation des  
élections par le MATD  
«Juridiquement, ce n'est pas défendable»

P.4

Guinée

Une délégation malienne chez le  
colonel Mamadi Doumbouya

P.4

Les obsèques d'Aminata Touré,  
maire de Kaloum, placées sous le signe  
de la fraternité et de la gratitude

P.8



P.6

Bah Oury, président de l'UDRG

« La mort de IBK marque  
la fin d'une époque »

**Le sommet d'Accra, gèle des actifs et les avoirs des dirigeants Maliens par la CEDEAO, le refus du RPG de participer aux activités du CPP**

## **Voici ce que pense Boubacar Diallo du (PPDG).**

**Le président du parti pour la paix et le développement de la Guinée (PPDG) joint par téléphone ce jeudi, 13 janvier 2022 par un de nos reporters s'exprimait sur l'actualité sociopolitique de la république du Mali et la Guinée, c'est notamment la rencontre du ministre de l'administration et du territoire et les acteurs politiques et les gels des actifs et les avoirs des dirigeants Maliens au sein de la BCAA) et la fermeture des frontières entre le Mali et les Etats membres de l'organisation. Boubacar Diallo demande à la CEDEAO de regarder le peuple Malien et non la junte militaire, dans cette situation selon lui, on fait plus du mal au peuple Malien qu'aux dirigeants Maliens. Interview.**



**Bonjour M. Diallo Boubacar :** Lors du sommet extraordinaire à Accra, la CEDEAO a décidé de geler les avoirs Maliens au sein de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCAO) de fermer les frontières

entre le Mali et les Etats membres de l'organisation, de retirer les Ambassadeurs des pays membres du Mali, de geler les actifs et les avoirs de la République du Mali. Comment vous réagissez à cette décision de la CEDEAO ?

### **Le Démocrate**

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

**Siège:** Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince  
Commune de Ratoma  
Email: [lindependantguinee@gmail.com](mailto:lindependantguinee@gmail.com)  
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427  
Conakry

#### **Redacteur en chef**

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26  
68 Email: [dialloamsadjo@gmail.com](mailto:dialloamsadjo@gmail.com)

#### **Comité de rédaction**

Amadou Sadjo DIALLO  
Alpha Amadou DIALLO  
Amadou Tidiane DIALLO  
Moussa THIAM

#### **P.A.O**

N. S. SOUMAORO

#### **Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces**

Mamadou Aliou Diakité Tél.  
664.63.09.53/  
622.04.62.21

E-mail [madalga1@gmail.com](mailto:madalga1@gmail.com)

**Distribution:** SPIC / Maison du Livre

**Impression :** SPIC/Imprimerie

Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site [www.kefinafasso.com](http://www.kefinafasso.com)

n'est pas en dehors, la junte oublie qu'on n'est pas sorti de l'organisation, on est que suspendu, ça fait deux choses différentes. Ce que je pourrais dire là-dessus, c'est que 6/7 cela est légitime pour elle, mais elle doit avoir une lecture globale pour dire par exemple que vouloir fermer toutes les frontières, on fait plus du mal au peuple Malien qu'aux dirigeants Maliens.

**M. Diallo vous ne craignez que le même soit réservé dans les prochaines semaines ou mois à la Guinée ?**

C'est bien possible, mais il y a une différence. La Guinée n'est pas un pays enclavé. La Guinée a sa propre money. Nous ne sommes pas tributaires de l'IMOA, on a notre money, on a cette souveraineté monétaire donc ça va être très difficile pour la CEDEAO. Si la CEDEAO veut qu'elle soit respectée, il faut qu'elle applique les principes dans toutes sa rigueur c'est-à-dire et au niveau des chefs d'Etats et au niveau des gouvernés et des gouvernants.

**Vous les acteurs politiques, vous avez eu une rencontre avec le ministre de l'administration et du territoire en début de semaine. Est-ce que vous êtes rassurés de la bonne volonté des putschistes que le dialogue peut commencer ?**

Je vais vous dire une chose, on n'est jamais rassuré avec les militaires. On prend acte de leur démarche. Nous personnellement au PPDG, nous ne disons pas les autres acteurs. Je dis on n'a jamais assez confiance au régime militaire, jamais ! mais les bonnes volontés sont-là. Il ne faut pas faire du populisme, dire on va

faire ça, tout le monde vous applaudit, mais en fait ce que vous faites c'est autres choses, tant qu'on ne voit pas les actes, nous autres ne sont pas rassurés. Nous

Disons seulement que nous prenons acte. Ce que le ministre a fait, nous avons demandé ça dès la prise du pouvoir par CNRD, nous au niveau de la COPEG. On a démarché toutes les autres plates formes à l'époque, il y'en avait 7, on a écrit aux nouvelles autorités, au président Doumbouya pour lui dire : ouvrir un couloir de dialogue avec les politiques parce que la transition n'est que politique, ce n'est rien d'autre que ça, mais ils traînent les pas depuis 4 mois. Et si c'est aujourd'hui, c'est tant mieux, parce mieux vaut tard que jamais. Je vous dis une fois de plus, le PPDG n'est rassuré que quand ce sera fait.

**Le ministre a annoncé lors de cette rencontre que désormais l'organisation des élections sont confiés à son département. Vous estimez que c'est la bonne solution ou pas ?**

Ça peut être une bonne solution mais il y a des conditions à cela. Je prends un exemple simple : au Sénégal, il y a eu l'alternance démocratique et c'est le ministère de l'administration qui a toujours organisé là-bas les élections, pourquoi ? parce que les partis politiques sont représentés et que les résultats issus des urnes sont communiqués aux différents QG des différents candidats. Donc si tel est le cas, tout le monde peut être impliqué par rapport au résultat qui sortira des urnes. Je vous dis mieux vaut avoir le ministère de

l'administration du territoire qui organise que d'avoir une CENI budgétivore, là où le ministre nous dit que la location d'un simple bâtiment qui abritait la CENI, c'est à 65 milles Euros, 650 millions par mois, ça c'est de l'arnaque pure et simple. C'est des gens qui devaient être arrêtés, traduire devant les juridictions compétentes.

**Avant de rencontrer le ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation, vous avez mené des démarches pour que le RPG participe aux activités de votre CPP, mais malheureusement l'ancien parti au pouvoir refuse cette main tendue, pour plusieurs observateurs, c'est un échec. Est-ce que c'est votre point de vue ?**

Non ! ce n'est pas un échec, c'est les égos des dirigeants, des leaders des partis, ce n'est pas un échec. Moi je sais une seule chose ; c'est que nous avons réussi au départ à mettre le RPG et l'UFDG qui sont les deux plus grands partis autour de la même table pour décider quand il s'agissait du choix des 15, à ce niveau on s'est entendu. Ce que j'ai appris, c'est qu'au niveau du RPG, il y a un leader qui réclame la paternité pour dire que : désormais c'est lui qui décide. S'il ne veut pas venir, ça ne regarde que le RPG, mais il est condamné à rejoindre le CPP ou bien à aller tout seul. Ce qui serait suicidaire pour le parti.

**Transcrit par Alpha Amadou Diallo**

# **Le Démocrate**

## Décès d'IBK

# François Hollande salue un «homme de culture» et «un Africain fier de son continent»

Souvent nommé par ses initiales IBK, l'ancien président malien Ibrahim Boubacar Keïta, évincé en 2020 par l'armée après sept années mouvementées au pouvoir, est décédé dimanche à l'âge de 76 ans. L'ancien président français, François Hollande, lui a rendu hommage sur l'antenne de France 24.



Quelques heures après l'annonce de la mort de l'ancien président malien Ibrahim Boubacar Keïta, dimanche 16 janvier, les réactions s'enchaînent sur les réseaux sociaux et dans la presse.

L'ex-chef d'État français, François Hollande, a salué «un Africain fier de son continent, qui travaillait en bonne intelligence avec ses collègues de l'ouest de l'Afrique».

Interrogé par France 24, l'ancien président de la République française a également souligné la vigueur d'IBK dans sa lutte contre le jihadisme au Mali. «Je connaissais depuis longtemps monsieur Keïta, nous avons travaillé ensemble dans les opérations que nous avons déclenchées», a-t-il affirmé.

«C'était un amoureux de la langue française. [...] Il était un homme de culture, il avait une très belle connaissance des auteurs africains et français, il était capable de déclamer des poèmes», a poursuivi François Hollande qui a rappelé l'attachement

profond d'IBK à la langue de Molière, lui qui a vécu un quart de siècle en France.

Plus tôt dans la journée, un membre de sa famille annonçait sa mort sans préciser la cause de sa disparition. «Le président IBK est décédé ce matin à 09 h (GMT et locales) à son domicile» dans la capitale, où il vivait retiré, à l'écart de la vie publique.

La télévision publique malienne a annoncé dans un bandeau qu'un programme des obsèques serait annoncé «ultérieurement».

«Un homme cultivé, un grand patriote et un panafricaniste»

La résidence de l'ancien président, située dans le sud-ouest de la capitale, était le théâtre dimanche après-midi d'un intense ballet de voitures de personnalités venues présenter leurs condoléances. Des policiers gardaient les entrées, ont constaté des journalistes de l'AFP.

L'AFP.

## Dr Moro Mandjouf Sidibé/A.F.C

# « Je me méfie des alliances et de la coalition... »

A quelques heures de la rencontre des partis politiques : l'ANAD, la CORED, le FNDC politique et la COPED pour la mise d'une coalition des partis politiques de Guinée pour réfléchir et travailler pour définir la position la plateforme CPP par rapport la constitution, le fichier électoral, la durée de la transition. Dr Moro Mandjouf Sidibé président du parti alliance des forces du changement (A.F.C) interrogé par un de nos reporters ce jeudi, 06 janvier 2022. Pense que cela n'est pas nécessaire. Pour lui, les anciens dirigeants qui ont déjà participé à la gestion de la Guinée doivent céder la place aux nouveaux leaders politiques au lieu de chercher à s'allier. Interview.

Bonjour Dr Mandjouf Sidibé, les acteurs politiques ont décidé de mettre en place un collectif dénommé Coalition des partis politiques (CPP). Il compte désormais réfléchir et travailler pour définir la position du collectif par rapport à la constitution, au code électoral, à l'organe des gestions des élections, le fichier électoral, un chronogramme qui va déterminer la durée de la transition. Quelle analyse faites-vous du rapprochement entre des ennemis politiques d'hier, le RPG et l'UFDG aujourd'hui pour parler de la transition ?

Les anciens dirigeants qui ont déjà participé à la gestion de notre pays doivent céder la place au lieu de chercher à s'allier. Je me méfie des alliances, des coalitions. Je préfère que chacun émette ses idées. Je pense que dans notre pays on utilise les alliances à des fins personnels. Certains pensent qu'en regroupant beaucoup de personnalités ou des partis politiques sous leur coupe, cela leur donne de poids pour les échéances avenir. A mon avis les partis politiques doivent plutôt faire leur mea-culpa : organiser des congrès internes pour changer un peu la physionomie de leurs partis. Le changement doit se faire à tous les niveaux. On ne peut pas faire du neuf avec du jeu. Les anciens dirigeants qui ont déjà participé à la gestion de notre pays doivent céder la place aux nouveaux leaders politiques au lieu de chercher à s'allier. C'est du déjà vu qu'il ne peut pas être crédible. Le véritable combat dans ce pays se situe à deux niveaux : Changement de mentalité, le renouvellement complet de



la classe dirigeante. Si les anciens dirigeants reviennent au pouvoir après cette transition, le coup de force n'aurait servi à rien, ce serait un échec total. Le non recyclage ne doit pas concerner seulement les subalternes. On ne peut pas prendre les mêmes et recommencer.

Si je peux me permettre dire un mot sur la charte : je dis que cette charte a attribué un certain nombre de places, ils ont trouvé cela insuffisant. Moi, je pense qu'ils auraient pu s'abstenir au lieu de se tirailler pour se les attribuer. Laisser les postes aux technocrates pour rédiger un projet de constitution fiable... Les partis politiques devraient patienter jusqu'aux élections pour présenter leurs candidats.

**Quelle est votre position concernant la durée de la transition et la mise en place du CNT ?**

On aurait pu faire l'économie du passage de cette transition par le CNT pour plusieurs raisons : d'abord pour éviter la remise en cause de son travail par manque de légitimité. Les membres n'étant pas élus, ils ne sont

pas l'émanation du peuple. C'est le principal reproche qui a été déjà fait à l'ancien CNT ; Deuxièmement on aurait gagné du temps pour ne pas allonger indéfiniment la transition ; troisièmement ça aurait pu faire éviter des dépenses à l'Etat qui à d'autres impératifs qui est l'entretien des membres de cette institution passagère. Quatrièmement, on aurait pu éviter les tractations infructueuses des partis pour le choix des membres et la gestion de cette patate chaude affiliée au CNRD qui est un argument pour expliquer le fait que le chronogramme va retarder. On aurait pu tout simplement abroger l'annulation de la constitution par le régime sortant qui semblait être acceptée de tous. Organiser des élections sur cette base pour mettre en place une assemblée élue de façon démocratique qui sera chargée de proposer une nouvelle constitution au peuple. On se souvient aussi de la polémique des parcelles attribuées aux membres de l'ancien CNT et les sommes faramineuses

(Suite à la page 4)

## Dr Moro Mandjouf Sidibé/A.F.C « Je me méfie des alliances et de la coalition... »

qu'ils ont réclamé à la dissolution de leur institution.

Lors de son adresse à la nation à l'occasion du nouvel an, le président de la transition a annoncé la tenue des assises bientôt en Guinée. Des voix se lèvent déjà pour parler de piège mieux c'est une manière de retarder la transition ou de faire comme le Mali tout simplement.

Si au bout de trois mois, on peut se retrouver discuter, mais il faut voir de quoi discuter. On discutera de quoi pendant ces assises ? pour arriver à quel résultat ? Les assises ! est-ce que c'est style comme en Afrique du Sud ? ou au Rwanda ? Je veux savoir ce que ça peut nous apporter pendant cette période de transition ?

On va parler de putschiste qui ont accédé, l'ancien président Alpha Condé peut désormais quitter son pays pour pouvoir

consulter ses médecins à l'étranger, un acte critiqué déjà par plusieurs leaders politiques.

Si l'ancien président souffre d'une pathologie qui n'est pas curable en Guinée, je trouve tout à fait logique qu'on lui laisse partir se soigner. Parmi les malades il n'y a pas d'ennemi donc en tant que médecin, n'importe quel malade doit aller là où il peut trouver le remède. Certains diront que le président avait bloqué certaines personnes ici qui voulaient aller se soigner à l'époque, ils n'ont pas pu partir, C'est la conception à eux. Pour nous, je pense que c'est tout à fait logique parce que s'il est atteint d'une maladie admettons qui ne trouve de solution, s'il lui arrive quelque chose ici, qu'elle justificatif ceux qui auraient refusé qu'il parte pourraient dire ?

Transcrit par Alpha Amadou Diallo

## Guinée

# Une délégation malienne chez le colonel Mamadi Doumbouya



L'avion transportant cette délégation malienne a atterri sur le tarmac de l'aéroport international Ahmed Sekou Touré ce lundi 17 janvier 2022, vers 9 heures TU.

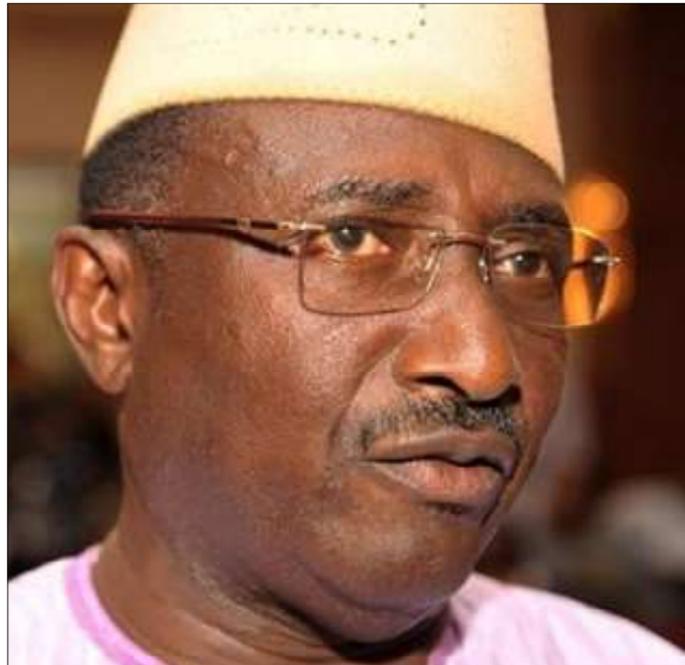
Pour le moment on n'ignore la composition, encore moins l'objet de la visite de ladite délégation, chez le président de la Transition. La presse privée ayant été expulsée de la cour de l'aéroport.

Tout ce qu'on sait est que le colonel Balla Samoura du haut commandement de la gendarmerie, le colonel Saliba Koulibaly, chef d'état major de l'armée guinéenne et le lieutenant-colonel Aminata Diallo porte-parole du CNRD étaient parmi les autorités guinéennes venues accueillir les étrangers.

Souleymane Bah

## Sidya s'oppose à l'organisation des élections par le MATD

# «Juridiquement, ce n'est pas défendable»



La période de grâce est définitivement terminée entre la classe politique et la junte au pouvoir depuis le renversement d'Alpha Condé le 05 septembre 2021. C'est Sidya Touré qui s'en est pris ce lundi, 17 janvier 2022, à un décret controversé pour les uns, confus pour d'autres, du président de la transition, Mamadi Doumbouya. Il s'agit bien du décret fixant les prérogatives du ministère

de l'Administration du territoire qui, dans la compréhension du ministre Mory Condé qui en fait un trophée de guerre, attribue désormais l'organisation des élections à son département.

« Juridiquement ce n'est pas défendable », s'exclame Sidya Touré, président de l'UFR. « Parce que la CENI a été obtenue si vous vous souvenez bien, après des

grèves ici en 2006-2007 et des négociations avec le président Conté qui ont duré pratiquement 4 à 5 mois. Et c'est une loi organique, donc un décret ne peut pas changer ça. Il faut qu'on y revienne et que nous fassions des propositions. Nous allons faire des propositions. Est-ce que ça sera une nouvelle CENI ? Est-ce que ça sera une CENI en même temps technique et qui aura du personnel de l'administration du territoire ? On verra tout ça. Mais ça ne peut pas être supprimé juste par un décret », explique le leader de l'UFR, chez nos confrères de FIM FM.

Selon Sidya Touré, « ça ne peut pas se passer de cette manière. Au CNT, ça sera un débat. C'est la raison pour laquelle il faut aller rapidement au CNT parce que c'est une loi organique, c'est-à-dire 1/3 (des députés ndlr) qui a instauré la CENI. Vous ne pouvez pas faire un décret pour annuler cela ».

Guinee114.com

## New-York

# La Guinée sanctionnée par l'ONU...

La Guinée vient de terminer la présidence du G77 des Nations-Unies plus la Chine par une fausse note ! A cause de ses arriérés de paiements, Conakry a perdu son droit de vote à l'ONU.

Un véritable camouflet pour notre pays alors que le chef de la diplomatie guinéenne Morissanda KOUYATÉ séjourne depuis quelques jours à New-York pour justement la cérémonie de passation de pouvoir de la présidence du G77 plus la Chine au Pakistan.

Cette sanction de l'ONU à la fin de la mandature de la Guinée du Groupe des 77 vient ternir l'image de sa présidence. Car malgré la pandémie du Covid 19, la Guinée a réalisé quelques prouesses. Comment est-on

arrivé là ? Combien la Guinée doit-elle à l'ONU ?

D'après nos informations, la Guinée a été suspendue à cause d'une « broutille » de 260.000 dollars Us. Le Coup d'Etat intervenu le 05 septembre dernier en est la principale cause, car il a provoqué l'interruption

du fonctionnement de normal l'Etat. Le processus de paiement qui était en cours a été interrompu, nous apprend-on.

A son arrivée au Pouvoir, l'une des premières décisions prises le CNRD a été de suspendre tous les



comptes de l'Etat. Cette situation a fait que la Guinée a loupé ses engagements vis-à-vis de l'ONU. « Dans un fonctionnement normal, on aurait pu payer ça » explique une source bien informée.

Africaguinee.com

# Contribution

## réconciliation nationale...

(Par Ibrahim Sano)

**L'histoire de la Guinée indépendante divise plus qu'elle ne fait l'unanimité. Elle fait l'objet de toutes les interprétations et oppositions. N'est-ce pas pour cela que sa transmission est occultée dans le cadre de l'enseignement formel? On ne l'enseigne pas, on l'occulte à dessein ; ce qui est une sorte de politiques anti-mémorielles ou d'imposition de l'oubli.**

De 1958 à nos jours, les crimes, les violations des droits humains, les frustrations et douleurs sont connus des Guinéens sans exclusion. Le premier régime a eu son univers concentrationnaire et ses victimes nombreuses. Le second aussi avait fait ses siennes. En 2009, la junte militaire a aussi fait ses victimes. Le régime Condé déchu le 5 septembre a fait des victimes nombreuses et a même aggravé les questions liées à l'ethnisme. Ces spirales de violences d'Etat, récurrentes, impunies, ont enfanté une crise de confiance verticale : celle-là entre l'Etat et ses citoyens.

Si, aujourd'hui, assez appellent de leurs vœux à la réconciliation nationale, c'est qu'ils sont convaincus de la gravité des blessures causées par les agissements autocratiques des régimes successifs et aussi la multiplication des variantes historiques conflictuelles. La réconciliation, à la quelle appelle cette minorité avertie – par opposition à une certaine majorité émotive appelant à la réconciliation politique entre partis et acteurs opposés par l'idéologie et les sens de l'Etat – est celle entre l'Etat et ses citoyens. Cette réconciliation est aussi celle de l'Etat avec lui-même, ses valeurs proclamées.

Comme tous les pays du monde, la Guinée n'a pas qu'un passé historique douloureux. Il est aussi fait de moments de consensus politiques forts (l'indépendance de la Guinée ne serait jamais acquise le 2 octobre 1958 si les autres leaders politiques avaient appelé à voter le oui, je veux parler de Barry Diawadou, Barry III ; si les délibérations des étudiants de la **FEANF et l'Union Générale des Etudiants de Guinée** étaient à la défaveur du non), de patriotisme et d'exemples de courage, d'intégrité (Koumadian Kéita, Ray Autra, Seck Bahi et d'autres anonymes décédés et vivants sont de ceux-là). Ce passé fait de périodes sombres et d'unités est refusé et cet héritage n'est pas assumé.

Pour certains, il est lugubre, pour d'autres, il est douloureux et il faut tourner sa page, disent-ils, sans la lire. Les stratégies de l'évacuation



appellent à jeter à la mer les aprioris. D'autres appellent à en parler de quelques-uns de ses pans. Pourtant, nous avons des leçons à tirer de lui. Ne pouvant plus se souvenir, notre histoire récente devient une arme de division, d'exclusion alors qu'elle devait servir de moyen d'union, de cohésion et que sa lumière devait nous éclairer dans nos combats d'aujourd'hui et même de tous les jours.

En 2011, il a été institué une Commission de Réflexion sur la Réconciliation Nationale. En 2016, après des années de travail et surtout de recueil des avis Guinéens sur la réconciliation nationale, elle a rendu son rapport. Les conclusions principales dont : la mise en place d'une commission de réconciliation, les manifestations de la justice, les réparations et la mise en place des garanties de non-répétition, n'ont pas été appliquées. Entre-temps, de nouvelles victimes ont été faites et le problème a eu d'autres extensions.

Dans son adresse à la nation du 2 octobre 2021, le Président de la Transition, a indiqué qu'il œuvrera à la réconciliation nationale. Dans la Charte de la Transition, publiée la veille, il est noté parmi les missions assignées à la transition : la réconciliation nationale. Sinon même la poursuite du processus de réconciliation. Cela indique que les efforts déjà fournis seront capitalisés.

Cette période de césure qu'est la transition est le moment propice à la réconciliation nationale. Etant donné qu'un rapport d'une commission dite de réflexion existe, proposer des idées visant à l'amender ne serait pas un mal. Mais nier l'idée qu'il urge d'aller à la

réconciliation le serait.

Ce papier, comme d'autres publiés par le passé, ambitionne d'amender le travail fort louable de la commission susmentionnée. A travers lui, je veux dire aux autorités de la Transition que l'heure d'installer la Commission définitive de Réconciliation Nationale est échue et qu'elles doivent prendre rendez-vous avec l'histoire et donner l'exemple de courage aux autres dirigeants et aux autres peuples.

Le concept de la réconciliation nationale étant galvaudé, je m'efforce de le définir. J'amende, comme je l'ai dit, les différents jalons du processus de réconciliation nationale. C'est pour cela, à l'aide d'un Benchmarking des meilleures commissions de réconciliation à travers le monde, je parle de la commission définitive à mettre en place, du choix de ses membres, de sa composition, de ses mandats et des autres étapes du processus de réconciliation : justice, excuses officielles, réparations, pardon, réécriture et reconstruction de la mémoire.

D'emblée, la réconciliation peut se définir de diverses manières. La réconciliation pourrait signifier le rétablissement normal des relations entre personnes, l'Etat et ses citoyens, entre les victimes et leurs oppresseurs. Cela veut dire que l'on se pose la question de savoir si les relations à rétablir étaient normales et saines. Si les relations existaient et étaient normales, les haines, les rancœurs, les replis identitaires, etc., causés par les effritements de liens, de la confiance, doivent être compris non pas comme la racine du

problème, mais comme les effets induits du mal.

Pour se remettre de ces effets ou les réduire, il faut pointer du doigt le mal racine et puis l'attaquer. La réconciliation est en ce sens une idée souvent réductrice d'un problème compliqué à diagnostiquer et à guérir. C'est pour cela, Brandom Ambert et Graine Kelly déclarent : « Regarder la réconciliation comme partir d'une prémisse selon laquelle les relations ont besoin d'attention pour conduire à la paix.[1] » McCandless, quant à lui, dira : « Il faut voir la réconciliation comme un objectif selon lequel il faut plus de relations coopératives entre parties.[3] »

Dans son sens le plus simple, la réconciliation signifie trouver un mode de vie à côté d'anciens ennemis – réels ou supposés – pas nécessairement pour les aimer, ou pour les pardonner, ou encore pour oublier le passé de quelque façon que ce soit, mais pour coexister avec eux, pour développer le degré de coopérations nécessaires, pour partager notre société avec eux, de sorte que nous vivions tous mieux ensemble que séparément.

Nous le disons au quotidien qu'il faut rétablir la vérité. Pour certains, elle est toute faite et serait connue. Pour d'autres, c'est la leur. Nous savons aussi que nos mémoires individuelles sont lacunaires et celle collective est conflictuelle. La vérité de qui compterait ? Pour répondre à cette question, parlons de l'entité devant la rétablir ou la rechercher.

### I- Commission de réconciliation nationale

La vérité ne peut être rétablie que par la mise en place d'une commission de réconciliation. Celle-là doit avoir un mandat précis et être composée d'Hommes portant un certain nombre de valeurs. La commission elle-même doit être une équipe et non un groupe.

Cette commission doit avoir des fonctions essentielles dont la recherche de la vérité, l'enquête sur le passé, le recueil des doléances des victimes, la détermination des formes de réparations, la rédaction d'un rapport final intégrant les points susmentionnés et proposant des réformes pratiques.

Elle doit s'orienter vers le passé et y rechercher la vérité au sujet des événements antérieurs ayant donné lieu à des violations des droits humains. Elle ne doit pas avoir vocation d'être un organe des droits de l'homme. Elle ne doit pas non plus être un substitut à un tribunal de justice. Elle n'est pas une juridiction. Elle doit chercher la vérité au sujet des cas précis, lesquels doivent être précisés et élucidés. Ces mécanismes sont ceux de la justice transitionnelle : recherche de la vérité, poursuites judiciaires, mesures de réparations et réformes des institutions.[2]

Dans l'histoire, les commissions ont eu des dénominations différentes, mais elles œuvraient toutes au rétablissement de la vérité et partageaient cette fonction essentielle. Nous pouvons appeler la nôtre comme nous voulons, le plus important doit être sa composition, la définition de ses mandats. Peu importe le nom que l'on donnera à la commission ; une chose est sûre, il n'y aura pas de réconciliation sans vérité. La réconciliation et la vérité sont intimement liées.

### 1- Composition

Reconstruire la mémoire collective en réveillant les mémoires individuelles pose un problème de méthodes. Car se réapproprié un passé occulté, du fait des calculs politiques ou des considérations individuelles, est ardu. Il faut le faire pour que la vérité historique se dégage, du moins une certaine vérité acceptable. Cette vérité historique doit être fidèle, la plus proche possible des différents récits recoupés, analysés, traités et interprétés. Une vérité supposée historique, non acceptée par tous ou mal interprétée serait-elle supportable, lorsqu'elle est supposée trahie, tordue et manipulée ? L'imposition d'une vérité historique manipulée n'engendrerait-elle pas une réconciliation mensongère, factice, laquelle est dangereuse ?

(A suivre dans le prochain numéro)

Ministère de la Santé:

## L'ex-DG de la Pharmacie centrale et plusieurs autres cadres nommés

Dans une série de décrets lus à la télévision nationale ce jeudi 13 janvier 2022, le président de la transition, Colonel Mamadi Doumbouya, a nommé Moussa Konaté, ancien DG de la Pharmacie centrale et plusieurs autres cadres au ministère de la Santé et de l'Hygiène publique. Ci-dessous quelques noms parmi les nouveaux promus.



**Inspecteur général :** Dr **M o u s s a k o n a t é**, anciennement directeur général de la Pharmacie centrale de Guinée (PCG);

**Inspecteur général adjoint :** Dr Mohamed Camara, en service à la

direction nationale des établissements hospitaliers du ministère de la Santé;

**Directeur général du bureau de stratégies et de développement :** Dr Souleymane Diakité, précédemment en service à la division d'études et

planification du BST;

**Directeur général adjoint du bureau de stratégies et de développement :** Dr Abdoulaye Missidhè Diallo, précédemment chef de la cellule suivi-évaluation du BST;

**Directeur national de la pharmacie et du médicament :** Dr Oumar Biro Bah, précédemment directeur général du laboratoire...;

**Directeur national de la pharmacie et du médicament :** Dr Mamadi Mariam Camara, précédemment pharmacien, enseignant chercheur;

**Directeur national des établissements hospitaliers publics et privés:** Dr Abdoulaye Kaba, précédemment directeur général du BST dudit ministère;

**Directeur national des**

**établissements hospitaliers publics et privés:** Dr Makolie Donzo, précédemment cheffe service genre et équité dudit ministère;

**directeur national de l'hygiène publique:** Dr Aboubacar conté, précédemment directeur national des établissements hospitaliers et l'hygiène hospitalière;

**Directrice national de l'hygiène publique :** Dr Mahawa Diakité, précédemment médecin de santé publique ;

**Directeur national de la santé communautaire et de la médecine traditionnelle :** Dr Mamadi Kourouma, précédemment conseiller chargé des questions de politique sanitaire dudit ministère ;

**Directeur national adjoint de la santé**

**communautaire et de la médecine traditionnelle:** Dr Mamadi Cissé, précédemment chef de la division, prévention des grandes pandémies du ministère de la santé et de l'hygiène publique;

**Directeur national de l'épidémiologie et de la lutte contre la maladie:** Professeur Naby Moussa Baldé, précédemment chef de division maladies non transmissibles du ministère de la santé et de l'hygiène publique

**Directeur général adjoint de la pharmacie centrale de Guinée:** Dr Adama Balary Keita, précédemment chef du département à la pharmacie centrale de Guinée.

Mamadou KOUYATÉ

Bah Oury, président de l'UDRG

## « La mort de IBK marque la fin d'une époque »



La République du Mali est en deuil suite à la mort, des suites de maladie, de l'ancien président Ibrahim Boubacar Keita communément appelé IBK, le dimanche, 16 janvier 2022, à Bamako.

Pour le président de l'union des démocrates pour la renaissance de la Guinée (UDRG), Amadou Oury Bah

dit Bah Oury, c'est une tragique coïncidence « au moment où l'avenir du Mali bégaie ». « **Le décès du Président IBK au moment où l'avenir du Mali bégaie dangereusement est une tragique coïncidence. Sa mort marque la fin d'une époque en laissant le Mali dans une situation chaotique. Esprit raffiné mais conservateur, il n'a pas réuni son pays** », a-t-il réagi sur son compte twitter.

A rappeler que l'ex-président avait été renversé par l'armée en août 2020 alors qu'il exerçait son deuxième mandat.

Mamadou Macka Diallo

Guinée

## La junte ferme la porte d'Alpha Condé au RPG arc-en-ciel

La junte au pouvoir en Guinée ferme la porte d'Alpha Condé au RPG arc-en-ciel ! Assigné à résidence surveillée depuis sa chute, il y a quatre mois, l'ancien chef d'Etat a accès à peu de monde.

Les dirigeants de son parti, le RPG arc-en-ciel qui ont émis le souhait de le rencontrer avant son départ de la Guinée pour son contrôle médical n'ont pas été autorisés. Leur requête est restée lettre morte, a appris Africaguinee.com Le secrétaire Général du RPG arc-en-ciel, lui semble se résigner : « Comme le principe de son départ est un acquis, on s'aligne derrière ça. On attend de voir la suite », indique Saloum Cissé.

Plus d'une semaine après avoir obtenu le feu vert de la junte pour se rendre à l'étranger pour un contrôle médical d'une durée n'excédant pas un mois sauf avis contraire des médecins, Alpha Condé est toujours



bloqué à Conakry. Pour quelle raison ?

« Je n'ai aucune information », explique un autre haut dirigeant du RPG arc-en-ciel. La junte au pouvoir quant à elle ne communique pas sur le sujet. Le colonel Mamadi

Doumbouya a cependant réitéré la semaine dernière qu'Alpha Condé ira dans le pays de son choix. Mais quand ? Mystère. A suivre...

Africaguinee.com

## Opinion

# Vivement le dialogue entre le Mali et la CEDEAO

**Avez vous bien écouté les hymnes de la Guinée et du Mali? Ces 2 pays et l'Unité Africaine, la CEDEAO par conséquence, c'est comme un corps et un de ses organes vitaux. C'est forever. Donc ce n'est pas à cause d'une puissance étrangère ou des décisions qu'il y aura rupture.**



En tant qu'africain solidaire de tous les peuples dans leur quête de bien être et convaincu que quel que soit l'appui d'une puissance étrangère ou la rancœur d'une autre, seule notre capacité à s'unir sur des bases solides de valeurs, de règles et de principes propres à nous, nous pouvons nous révéler dans un monde de concurrence déloyale et de lobbies sans fin, ni pitié.

Alors, aimer ou soutenir nos frères et sœurs du grand peuple malien, ne sera absolument pas d'entretenir le conflit entre eux et les institutions de la sous région ou internationales sur les réseaux sociaux, les média ou autres moyens en quête d'images profitant de leur situation, mais c'est de travailler à la compréhension et l'Unité d'action.

Le coup d'Etat contre le père de l'indépendance Modi KEITA, le renversement d'ATT..., pour quels résultats? Alors cherchons la solution dans le discernement et l'union des efforts, mais pas dans la compétition entre les puissances ou le héroïsme des réseaux sociaux aux résultats zéro.

Vivement le dialogue entre le Mali et la CEDEAO pour sortir de l'impasse qui constitue une atteinte grave au bien-être du malien et une honte pour tous. J'aime le Mali et les maliens de tout mon cœur, et pour rien je ne contribuerai à affaiblir, à plus forte raison anéantir la CEDEAO.

**Abdoul Sacko, activité de la société civile**  
**Coordinateur de COJELPAID**

## Retour à l'ordre constitutionnel en Guinée

# Ce que propose l'ANAD à la junte...

**CONAKRY- Alors que la durée de la transition reste toujours méconnue, l'Alliance Nationale Pour l'Alternance et la Démocratie a fait des propositions détaillées et précises sur l'organisations des futures élections.**

De l'Organe de Gestion des Elections

Cette coalition politique dirigée par Cellou Dalein Diallo propose une CENI mixte pour la période de transition. Vu la « rupture de confiance entre les différents acteurs du processus électoral et de l'absence de toute neutralité de l'administration publique », l'ANAD propose une CENI mixte inspirée des expériences Burkinabè et Ghanéenne.

Le document consulté par Africaguinee.com précise que ce nouvel organe mixte (Technique/politique) accompagné par une équipe d'experts des Partenaires Techniques et Financiers (PTF), devrait être composé de 21 membres (voir tableau de répartition en bas de l'article).

e Président de l'Organe de Gestion des Elections doit être une personnalité consensuelle de grande intégrité, n'ayant pas soutenu d'une manière ou d'une autre le troisième (3ème) mandat. Elle doit être élue par le CNT sur une liste de cinq (5) personnalités désignées par : le CNRD : Une (1) personne, la Société Civile



: deux (2) personnes, les Partis politiques : deux (2) personnes. Cette CENI mixte est un organe transitoire dont le mandat finit au terme de la transition.

### De l'organisation des élections

Pour consolider la démocratie et lancer les bases du développement durable, l'ANAD pense qu'il serait nécessaire d'organiser toutes les élections nationales et locales durant cette période de transition dans un délai qui ne dépasse pas quinze (15) mois. La tenue du référendum serait détachée des élections générales : locales, législatives et

présidentielle.

### Recommandation

Cette alliance recommande de rendre toutes dispositions nécessaires pour que la transition n'excède pas 15 mois, l'introduction de la nouvelle technologie pour le recensement et les opérations électorales, la réviser les procédures administratives et techniques pour les opérations électorales, notamment l'élimination des Commissions Administratives de Centralisation des Votes (CACV).

**Africaguinee.com**

## Rencontre du chef de l'État et la CPP

# Dr Ousmane Kaba donne son point de vue.

Le président de la transition a rencontré la classe politique guinéenne, les religieux et les quatre coordinations régionales ce samedi 15 décembre 2021 au palais Mohammed V. Les acteurs politiques présents à cette rencontre ont donné leur position par rapport à la transition. Ils ont également rappelé au CNRD l'importance de la mise en place du conseil National de la Transition.

Pour Dr Ousmane Kaba : «

*j'ai l'impression qu'on n'a pas encore finalisé le processus. Nous en avons parlé aussi parce qu'il faut mettre les institutions en place. Il faudrait que le Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) et la classe politique se retrouvent dans une plateforme officielle*

*formelle de discussions pour aboutir à des propositions concrètes », a souhaité le président du PADES.*

Selon Ousmane Kaba les partis politiques doivent travailler ensemble pour aboutir à quelque chose.

**Amadou Tidiane Diallo**

Lisez le journal numérique sur le site

**Kéfinafasso**  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts

**Le Démocrate**

## Guinée

**Trois mois après, que sait-on des soldats tombés le 05 septembre 2021 ? (Tribune)**

**Guinée-(Par Mamoudou Boulléré Diallo) La question m'intrigue et me tracasse depuis l'aube d'un petit matin de 05 septembre 2021. Des jours passent, les familles des soldats qui ont mené l'assaut contre la présidence et de ceux de la garde présidentielle d'Alpha Condé sont encore dans un flou. Selon mes informations obtenues de sources familiales, une confusion totale règne autour du dossier des jeunes qui ont péri le jour du renversement du régime d'Alpha Condé au palais présidentiel dans la commune de Kaloum, centre administratif du pays.**



Les réseaux sociaux ont été les premiers alerteurs lorsque les photos des victimes y ont circulé avec des messages de consolation. Des familles faisaient le tour des morgues pour identifier les corps de leurs proches en vain pour la plupart, notamment celles dont les fils étaient des rangs du CNRD.

Selon une source, les victimes enregistrées côté CNRD sont au nombre de 6, contre 14 au sein de l'ancienne garde présidentielle d'Alpha Condé. Les autorités ne se sont jamais officiellement exprimées sur le bilan de cette rude confrontation. Un reportage d'un média étranger, repris par les

réseaux sociaux, montre la difficulté des parents à retrouver les leurs dans les hôpitaux.

«**Ils ont organisé une cérémonie d'hommage ici à la morgue le jeudi qui a suivi l'attaque et ils les ont tous enterrés le lendemain vendredi**», explique le parent d'une victime à un autre parent qui menait les recherches pour retrouver le corps de son fils qui n'avait fait le moindre signe de vie depuis une semaine.

Étonné d'apprendre cette nouvelle, l'informateur voit son interlocuteur fondre en larmes. «**Calmez-vous, nous ils sont allés chez nous pour nous présenter les condoléances. Peut-être qu'ils iront chez vous**», tente de consoler le monsieur.

Un mois après, rien ! C'est au deuxième mois que certaines familles ont perçu les frais de sacrifices qui viennent mettre fin au doute. Mais là aussi, ceux qui ont

donné l'argent se sont arrangés pour ne laisser aucune trace. «L'argent, moins de 50 millions de francs Guinéens, et un sac de riz sont donnés sans aucun document officiel» s'étonne un proche.

Nous voilà maintenant trois après la prise effective du pouvoir par le CNRD, que sait-on des soldats tombés le 05 septembre 2021 ? Selon les indiscretions, à chaque visiteur officiel reçu par le président de la République ou chaque bénéficiaire d'un décret aurait été présenté la liste de six (6) membres CNRD tombés le jour du renversement d'Alpha Condé. Et sont les martyrs selon le guide qui les présente aux hôtes. Je me suis efforcé à lire quelques noms sur la photo :

Il s'agit du Sous-lieutenant Amadou Sow, Adjudant-chef Mamadi Kaba, Adjudant-chef Caporal Mohamed Sylla, Caporal

Abdourahmane Bah. «**Nous n'avons pas son corps et nous ne savons pas s'il est enterré encore. Certaines informations nous donnent de l'espoir qu'un jour nous serons appelés pour voir le corps de notre fils... mais bon c'est l'armée on ne sait jamais**», confie la sœur d'un soldat sur la photo ci-haut.

Cette information a été peu à peu confirmée le 20 octobre quand le président de la Guinée-Bissau a effectué une visite officielle à Conakry. Il a été reçu par le colonel Mamadi Doumbouya. Et, à la loge officielle, les images de sept soldats avec la mention «nos martyrs». Mais est-ce que le colonel ou une délégation du gouvernement de la transition s'est rendu dans l'une des familles éplorées ? Je n'en sais rien.

**Mamoudou Boulléré Diallo, journaliste.**

**Les obsèques d'Aminata Touré, maire de Kaloum, placées sous le signe de la fraternité et de la gratitude**

Notre pays vit dans une atmosphère de deuil partagé depuis l'annonce du décès de cette dame aux dimensions humanitaires exceptionnelles. Après le décès est survenu le 12 janvier 2022 à Rabat au Maroc, le corps a été transporté par un vol spécial de la cour royale le 17 janvier 2022. Ce jeudi 20 janvier 2022, s'est déroulé à la case de la belle vue un symposium dédié à elle de 11h du matin à 15h avec un parterre d'amis, de parents et de collaborateurs venus de la guinée profonde et de

l'étranger.

Des conférenciers de très haut niveau ont ressorti les caractéristiques humanitaires et professionnelles de Mme Camara Aminata Touré due à l'éducation reçue de son feu père AHMED SEKOU TOURE premier président de la République de Guinée. Nous avons retenu la présence très remarquable de ses enfants. Le plus âgé, c'est Ahmed Sékou Camara très courageux et serein..

Les événements se poursuivront demain vendredi 21 janvier 2022 à



la case de la BELLE VUE où se tiendra le reste des obsèques sous la haute présidence du gouvernement. La levée du

corps se fera à l'hôpital sino-guinéen à 09 heures. Le corps sera ensuite transporté à la case belle vue où elle sera enterrée.

Prions pour le repos de son âme !

**Le Comité d'organisation**

# Santé... Santé... Santé...

## Quelle est cette capacité surprenante qu'a notre cerveau quand on est endormi ?

**Même lorsqu'on dort profondément, notre cerveau continue de surveiller l'environnement, comme une sentinelle. Il est ainsi capable de faire la différence entre les voix qui nous sont familières et celles qui ne le sont pas.**



On sait que, pour nous aider à plonger dans le sommeil, le cerveau est capable de désactiver certains mécanismes et à mettre tous ses systèmes d'éveil en mode «silence». Mais il ne s'endort pas totalement et, même lorsqu'on est endormi(e), il continue de surveiller l'environnement, en équilibrant la nécessité de protéger le sommeil et l'éventuelle nécessité de se réveiller.

Selon une étude de l'Université de Salzbourg, en Autriche, pour parvenir à cette équilibre sommeil-réveil, le cerveau a développé la capacité de différencier les voix familières de celles qui lui sont inconnues, y compris lorsqu'on est profondément endormi. Il est ainsi capable de répondre aux stimuli auditifs en fonction de leur pertinence pour le dormeur. Pour cette étude, les chercheurs autrichiens ont mesuré l'activité cérébrale d'une vingtaine d'adultes endormis, en réponse à des voix familières ou inconnues. Ces voix prononçaient leur prénom ainsi que deux prénoms inconnus tandis qu'une polysomnographie enregistrerait l'activité du cerveau. Les voix inconnues ont ainsi suscité

plus de complexes K (un type d'onde cérébrale lié aux perturbations sensorielles pendant le sommeil) et de micro-éveils, par rapport aux voix familières. Et tandis que les voix familières peuvent également déclencher des complexes K, seules les ondes déclenchées par des voix inconnues ont été accompagnées de changements à grande échelle de l'activité cérébrale du dormeur.

«Ces résultats suggèrent que les complexes K permettent au cerveau d'entrer dans un «mode de traitement sentinelle», où le cerveau reste endormi mais conserve la capacité de répondre aux stimuli pertinents» soulignent les auteurs.

### Les 10 super pouvoirs du sommeil

Bien dormir permet de recharger nos batteries et de passer une journée sans baisse de vigilance ou de difficultés de concentration, mais pas seulement ! Découvrez, à la lumière des dernières recherches, 10 autres bonnes raisons de prendre soin de son sommeil.

Pour tomber dans les bras de Morphée, chacun a sa petite astuce. Certains se plongent dans la lecture ou «binge watch» leur série préférée, d'autres font

l'amour, d'autres encore ont recours aux plantes quand ce ne sont pas carrément les somnifères. Mais pour plonger facilement dans le sommeil, il suffit parfois simplement de changer quelques petites habitudes. Des habitudes pro-sommeil qui sont d'autant plus importantes que bien dormir apporte de nombreux bienfaits à notre organisme. Alors, pour plonger plus facilement dans le sommeil :

Pour être au top, nos 100 000 milliards de cellules ont besoin d'oxygène en permanence, y compris la nuit. Alors on prend l'habitude d'ouvrir en grand les fenêtres de la chambre, quelle que soit la température extérieure. Le matin, pour éliminer l'air chargé en gaz carbonique que l'on a rejeté pendant la nuit. Le soir, pour bénéficier d'un air plus sain au moment de se coucher. Cinq minutes environ à chaque fois suffisent à renouveler l'air d'une pièce de 15 à 20 m. Vraiment pas compliqué, donc ; c'est juste une habitude à prendre.

### 2 ON INVESTIT DANS UN BON OREILLER

Un oreiller trop fin ou trop épais peut expliquer pas mal de désagréments matinaux : douleurs

cervicales, sensations de tête lourde... Dans l'idéal, le crâne et le cou doivent se trouver dans la même position que lorsque nous sommes debout. Cet alignement favorise la décontraction musculaire et assure une bonne circulation. Le choix de l'oreiller dépend aussi de notre position lors du sommeil : ferme si on dort sur le côté, et plus souple si on dort sur le dos. Mais si on préfère dormir sur le ventre, il doit être carrément moelleux.

### Position du sommeil : ce qu'elles disent de vous

#### 3 ON S'AMÉNAGE UNE CHAMBRE FENG SHUI

D'après la tradition énergétique chinoise, on dort mieux dans une pièce où l'énergie peut circuler de façon harmonieuse. Voilà pourquoi les spécialistes du feng shui préfèrent un seul grand placard à une foule de petits rangements disparates. Même sans bouleverser tout l'aménagement de la chambre, il est essentiel qu'elle soit toujours bien rangée. Elle offre ainsi une dernière vision sereine et apaisante avant d'éteindre la lumière. Attention aussi aux couleurs : les froides sont relaxantes, les chaudes sont tonifiantes. On réserve donc le bleu, le violet, le gris pâle et le beige clair à cette pièce. À la salle de bains, pour se donner un coup de fouet le matin, on fait confiance au jaune, au rouge et à l'orange.

#### 4 ON SURVEILLE LA TEMPÉRATURE DE LA CHAMBRE

Le soir venu, notre température corporelle s'abaisse légèrement afin de préparer notre organisme au sommeil. Durant la nuit, elle continue à être légèrement inférieure à celle de la journée. Elle ne remonte qu'au petit matin, un peu avant le réveil. Si la chambre est trop chaude, le corps doit faire des efforts pour se rafraîchir, ce qui peut perturber le sommeil. D'où l'importance de maintenir la température entre 17 et 18 °C. Ce qui n'empêche pas, bien entendu, de se pelotonner sous une grosse couette si nécessaire. Mais la tête doit rester au frais.

#### ON LAISSE LE TÉLÉPHONE PORTABLE DANS LE SALON

Même si leur nocivité n'a pas été formellement démontrée, de lourds soupçons pèsent sur les ondes émises par les portables. Par ailleurs, et ça c'est établi, la lumière bleue émise par les écrans perturbe fortement la qualité du sommeil. Donc on laisse définitivement son téléphone dans une autre pièce en pensant à la bonne nuit qu'on va s'offrir. Un bon moyen de résister à la tentation de consulter une dernière fois ses mails avant d'éteindre. Cela évite aussi de se balader sur les réseaux sociaux en cas de réveil nocturne...

Top Santé

Le Démocrate

Votre  
hebdomadaire  
de tous  
les mardis

## Etats-Unis

# Un an après l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, le bilan contrasté d'un président qui donne «le sentiment de décevoir»

**Joe Biden donne une conférence de presse à Wilmington, dans le Delaware (Etats-Unis), le 11 décembre 2021. Malgré le vote de plusieurs plans d'investissement pour relancer l'économie américaine, le président démocrate est à la peine dans les sondages. Franceinfo dresse le bilan de sa première année de mandat.**



La «lune de miel» a duré jusqu'à l'été. Depuis août 2021, la popularité du président américain Joe Biden n'a cessé de chuter, jusqu'à atteindre 41,9% d'opinions favorables mercredi 19 janvier, selon l'agrégateur de sondages du site fiveThirtyEight\*. Un an après son investiture, le démocrate reste plus populaire que son prédécesseur, Donald Trump, à ce stade de son mandat. Mais en lisant certains titres de la presse américaine, on pourrait croire que l'actuel locataire de la Maison Blanche a jusqu'ici suscité plus de dépit que d'enthousiasme.

Début décembre, un politologue se demandait ainsi dans une tribune publiée par le New York Times\*

«pourquoi la présidence de Biden donne tant le sentiment de décevoir». Au même moment, le Monde rapportait que «le sommet pour la démocratie de Joe Biden a déçu». Sur l'immigration ? «Il a déçu», assure Vox\*. Même constat concernant le projet de réforme de la cour suprême\*, sur la question de

la fermeture du camp de détention de Guantanamo\*, la protection des droits civiques\* ou encore la lutte contre la crise climatique\*.

Un président «normal», fidèle à son programme

Le président américain a-t-il vraiment désappointé tout le monde au cours de sa première année de mandat ? «La question est biaisée : on ne peut être déçu que si on avait des espoirs infondés», juge Célia Belin, politologue et chercheuse invitée à la Brookings Institution de Washington. «Joe Biden a été élu sur la promesse de remettre de l'ordre à Washington et de rétablir le fonctionnement des institutions.»

«Il a fait campagne sur l'idée du retour à un président 'normal', qui fait ce qu'on attend de lui, à l'inverse du président de rupture qu'était Donald Trump.»

Célia Belin, politologue

De ce point de vue, il «reste fidèle à lui-même et à son engagement», estime cette spécialiste des Etats-Unis. Mais est-ce suffisant pour satisfaire les électeurs ? «Il a lui-même fixé les critères

pour évaluer sa politique en listant quatre priorités lors de son discours d'investiture : économie, Covid-19, lutte contre

de dollars (qui a notamment servi à financer la vaccination contre le Covid-19) et un plan d'investissement de



l'injustice raciale et le climat, rappelle David Smith, correspondant du quotidien britannique The Guardian à Washington. Sur les deux derniers dossiers, les résultats ne sont pas encore là.»

Sur le premier volet en revanche, le démocrate peut se féliciter du vote de deux textes historiques au Congrès : un plan de relance de 1 900 milliards

de dollars (qui a notamment servi à financer la vaccination contre le Covid-19) et un plan d'investissement de 1 000 milliards de dollars pour rénover les infrastructures du pays. Le taux de chômage était par ailleurs de 3,9% en décembre\*, contre 6,4% un an plus tôt. «Cela a été une année de défis mais aussi une année d'énormes progrès», s'est vanté Joe Biden lors d'une conférence de presse à la veille du premier anniversaire de son investiture, mercredi 19

janvier.

Mais il reste des ombres au tableau. Un troisième plan d'investissement, chiffré à 1750 milliards et qui prévoit des réformes en matière de santé, d'éducation et d'écologie, semble voué au naufrage parlementaire. Le sénateur démocrate de Virginie occidentale, Joe Manchin, a déjà annoncé qu'il voterait contre. Pour contourner ce blocage, Joe Biden s'est engagé mercredi à faire passer «de larges pans» du plan en le scindant en plusieurs projets d'investissement.

Le président estime qu'il s'agit là du meilleur remède contre l'inflation, qui a atteint 7% en décembre\*. «Elle assombrit le bilan économique de Joe

Biden, parce qu'elle rend la reprise moins perceptible pour la population. Les Américains sont inquiets de voir les prix de l'essence et des biens de première nécessité augmenter», analyse John Della Volpe, directeur des sondages à l'Institut de sciences politiques de l'université Harvard.

Franceinfo.com



Programme des Nations Unies pour le Développement

Au service  
des peuples

### **Le PNUD/GUINEE RECHERCHE :**

#### **· Consultant National, Réalisateur Vidéaste**

Les consultants intéressés sont priés de consulter la version intégrale de l'invitation à Soumissionner pour les spécifications à travers le lien ci-dessous :

[https://procurement-notice.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=86962](https://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=86962)(**Consultant National Vidéaste**) ; **La date limite de dépôt des offres est pour le 23 Janvier 2022**

Les dossiers de soumissions des offres doivent être envoyés uniquement par e-mail à l'adresse : [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org)



Programme des Nations Unies pour le Développement

Au service  
des peuples  
et des nations

### **« Recrutement d'un Cabinet International Spécialisé en Gestion de Projets Digitaux »**

Le Cabinet devra au moins avoir :

#### **Education :**

Diplôme Bac + 4 en ingénierie informatique /logiciel ou équivalent avec une expérience prouvée dans le développement de sites web et d'intranets collaboratifs, et le montage de plateformes virtuelles et interactives ;

#### **Expérience :**

\* Au moins 10 ans d'expériences dans des domaines similaires ;

\* Expérience de travail dans un environnement multiculturel et / ou international ; la connaissance du contexte Africain et Ouest Africain Francophone est un plus qui sera reconnu dans l'évaluation

\* Expérience dans le montage de projets multipartenaires Fait preuve d'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques du PNUD

\* Être capable d'utiliser les applications standard MS Office (Word, Excel, Access et Power Point).

#### **Langues requises :**

\* Langue de travail : Français

#### **Modalités de soumission :**

Dans son dossier de candidature, le cabinet soumettra une offre technique comprenant notamment l'approche méthodologique, sa compréhension de la mission, le déroulement de la mission, les différentes tâches à faire et le contenu des rapports à fournir. Une séance de présentation et de validation du plan de réalisation de la mission sera organisée avec le consultant avant le démarrage effectif des travaux. L'offre technique sera accompagnée d'une offre financière détaillée.

Les Cabinets intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence à travers le lien :

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par e-mail à l'adresse : [offres.gn@undp.org](mailto:offres.gn@undp.org)

[https://procurement-notice.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=87244](https://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=87244)

Chaque envoi ne doit pas dépasser **5 MB** ;

La soumission en version physique sous plis fermés n'est pas acceptée.

Toute offre reçue hors délai ou envoyée en dehors de l'adresse électronique [offres.gn@undp.org](mailto:offres.gn@undp.org) ne sera pas prise en compte.

**Date limite de dépôt des dossiers : 28 Janvier 2022 à 00h00mn GMT.**

## Santé

# **L'âge de la rétine pourrait prédire le risque de décès précoce**

Une différence entre l'âge d'une personne et l'âge biologique de la rétine, appelé «écart d'âge rétinien» pourrait permettre de dépister le risque de décès précoce.

Plusieurs études ont déjà montré qu'il est possible de détecter de façon précoce l'apparition de la maladie de Parkinson ou de la maladie d'Alzheimer, en étudiant la vascularisation de la rétine. Une nouvelle étude, publiée dans le British Journal of Ophthalmologie, indique que la rétine pourrait également être un outil de dépistage du risque de décès précoce.

Selon les chercheurs australiens, la différence entre l'âge d'une personne et l'âge biologique de sa rétine, appelé «écart d'âge rétinien» pourrait être un indicateur de vieillissement et de décès précoce.

Pour leurs recherches, ils se sont appuyés sur 80 169 images de fonds d'œil d'adultes âgés de 40 à 69 ans et ont étudié les proportions de « vieillissements rapides » : les personnes dont la rétine semblait plus vieille que leur âge réel, avec des écarts d'âge rétinien de plus de 3, 5 et 10 ans. «De grands écarts d'âge rétinien en années étaient significativement associés à des risques de décès de 49% à 67% plus élevés, autres que les maladies cardiovasculaires ou le cancer» soulignent les chercheurs.

«Cette étude montre que la rétine offre une « fenêtre » unique et accessible pour évaluer les processus pathologiques sous-jacents des maladies vasculaires et neurologiques systémiques qui sont associées à des risques accrus de mortalité» ajoutent-ils.

**GUINEE CONAKRY**  
**1XBET**

**PARIS SPORTIFS EN LIGNE**

**NUMERO VERT 625 66 66 66**

**Jouons responsable**

**GUINEE CONAKRY**  
**1XBET**

**PARIS SPORTIFS EN LIGNE**

**NUMERO VERT 625 66 66 66**

**Jouons responsable**